

LES OUVRIERS DE DENAIN ET DE LONGWY FACE AUX LICENCIEMENTS (1978-1979)

Xavier Vigna

Presses de Sciences Po | *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*

**2004/4 - no 84
pages 129 à 137**

ISSN 0294-1759

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2004-4-page-129.htm>

Pour citer cet article :

Vigna Xavier, « Les ouvriers de Denain et de Longwy face aux licenciements (1978-1979) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2004/4 no 84, p. 129-137. DOI : 10.3917/ving.084.0129

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LES OUVRIERS DE DENAIN ET DE LONGWY FACE AUX LICENCIEMENTS (1978-1979)

Xavier Vigna

Travailler dans un secteur industriel, rentable pour certains, et être confronté à une vague de licenciements sans précédent : comment le comprendre et l'accepter ? À Denain et Longwy, en 1978 et 1979, les salariés de la sidérurgie ne l'ont justement pas admis. Leur lutte pour sauver leurs emplois les a conduits à s'opposer y compris aux directions de leurs propres fédérations et confédérations syndicales. Mais leur défaite a contribué à bouleverser en profondeur les identités ouvrières, ce qui ne signifie pas que celles-ci ont aujourd'hui disparu. L'article de Xavier Vigna participe d'une histoire renouvelée - et ô combien féconde - du mouvement ouvrier passé et présent.

Le 1^{er} octobre 1975 s'effectue la mise à feu de l'usine Solmer de Fos-sur-Mer dont on prévoit qu'elle pourra produire jusqu'à 20 millions de tonnes par an. Trois ans plus tard cependant, en décembre 1978, le plan de sauvetage de la sidérurgie prévoit 21 750 licenciements frappant particulièrement les deux cités de Denain et de Longwy qui s'étaient constituées autour des mines et de la sidérurgie. Cette annonce et les réactions ouvrières qu'elle a suscitées méritent sans doute d'être inscrites dans la séquence des années de crise, marquées par une diminution conséquente des effectifs ouvriers, en particulier dans la sidérurgie, et par une disparition progressive de la référence ouvrière dans les discours publics, notam-

ment au début des années 1990. Dans notre lecture de ces épisodes, le choix du point de vue ouvrier vise à restituer la vision de ces hommes à la fin des années 1970, et tente de repérer l'articulation entre répertoire d'actions et références identitaires. Notre propos débouche sur l'hypothèse que ces épisodes s'inscrivent et jouent un rôle majeur dans la reconfiguration du champ politique et syndical des années 1978-1984.

○ LE POINT DE VUE OUVRIER SUR LA SITUATION À LA FIN DES ANNÉES 1970

Les éléments qui structurent la vision ouvrière de la situation à la fin des années 1970 expliquent la vivacité des réactions à l'annonce du plan de licenciements. Être ouvrier de la sidérurgie alimente d'abord une double fierté : celle de travailler dans une industrie de base, marquée par le gigantisme des installations, qui constitue le fondement de la puissance industrielle et comme telle, garante de l'indépendance nationale. À cet égard, les convictions ouvrières recourent celles des maîtres de forge et du personnel politique dans leur ensemble¹. En outre, les sidérurgistes sont fiers de travailler dans un métier dur, dans lequel le travail posté s'est généralisé au cours des années 1960 et 1970, et qui, par là, nourrit un certain virilisme.

1. Jean-Gustave Padioleau, *Quand la France s'enferme. La politique sidérurgique de la France depuis 1945*, Paris, PUF, 1981, p. 31-39.

Ces ouvriers cependant ont conscience que la sidérurgie est en déclin. 1978 sur ce point ne constitue pas une rupture mais une accélération des remises en cause. En effet, depuis 1966 et la Convention État-sidérurgie, les plans assortis d'aides publiques se sont succédé – notamment en 1971 et 1977 – et ont entraîné des milliers de suppressions d'emplois¹. Les causes de cette crise sont bien connues : déclin séculaire de la demande d'acier, relayé désormais par de nouveaux matériaux (aluminium, plastique, céramique par exemple) ; nouvelle géographie mondiale de l'acier avec l'apparition de nouveaux producteurs (Japon dans les années 1960, mais aussi Espagne, Corée, Brésil, etc.) ; effondrement de la demande enfin depuis 1974 et irruption de la crise économique. À ces causes générales valables pour les pays européens, Philippe Mioche ajoute deux éléments plus spécifiquement français : le poids de l'endettement et l'abondance du minerai lorrain à faible teneur². C'est dans ce contexte qu'Étienne Davignon, commissaire européen à l'industrie, propose en novembre 1977 un plan qui combine mesures protectionnistes, relèvement des prix de l'acier et limitation de la production afin de résorber la crise sidérurgique³. Une telle situation suscite de vives inquiétudes dans les bassins sidérurgiques qui connaissent déjà une crise des houillères depuis le début des années 1960. La chambre de commerce de Valenciennes annonce ainsi en janvier 1979 que la région a perdu 18 000 emplois depuis 1962.

En dépit de cette crise cependant, les sidérurgistes sont convaincus de travailler dans une industrie qui a de l'avenir. Une telle conviction est d'ailleurs alimentée par

une série d'analyses et de décisions des pouvoirs publics et des industriels. En 1966, dans le cadre de la convention État-sidérurgie, l'accélération de la construction des usines de Dunkerque et Gandrange est décidée. Les commissaires au Plan, lors du sixième (1971-1975) comme du septième Plan (1976-1980) anticipent une croissance soutenue de la production. De même, en 1978, les syndicats arguent des études du Hudson Institute et de la Chase Manhattan Bank prévoyant une forte croissance de la consommation d'acier en Europe pour réfuter la logique du Plan Davignon⁴. Au niveau local, cela se traduit également par la conviction de travailler dans des usines modernes. Ainsi, dans une lettre envoyée, en décembre 1978, au Premier ministre Raymond Barre, la section CFDT de Denain souligne que le site, troisième producteur d'acier, comprend deux hauts-fourneaux dont le plus récent, de 1973, est identique à celui de Dunkerque ; une centrale électrique utilisant le gaz de récupération des hauts-fourneaux mise en service en 1978 ; deux aciéries dont une, à oxygène pur, construite en 1971 et un train continu à chaud modernisé en 1968⁵. De fait, les pratiques industrielles de rapiécage ont rendu les installations moins archaïques qu'on a coutume de le dire. Elles ont nourri une fierté ouvrière dans le travail et expliquent le sentiment d'incompréhension face aux décisions de réduire la production qui aboutit à la dénonciation de la « casse » d'un outil de travail performant. Dès lors, les réactions ouvrières aux licenciements de 1978 ne peuvent en être que plus vives.

1. 15 000 en 1966, 10 500 lors du plan de conversion de Wendel – Sidelor en 1971, 16 000 en 1977 avec le plan acier qui prévoit notamment la fermeture d'Usinor-Thionville. Cf. Michel Freyssenet, *La sidérurgie française, 1945-1979. Histoire d'une faillite*, Paris, Savelli, 1979, 241 p.

2. Philippe Mioche, « La sidérurgie française de 1973 à nos jours. Dégénérescence et transformation », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 42, avril-juin 1994, p. 17-28.

3. Yves Meny et Vincent Wright, *La crise de la sidérurgie européenne, 1974-1984*, Paris, PUF, 1985, p. 190-207.

4. Serge Bonnet (dir.), *L'Homme du fer. Mineurs de fer et ouvriers sidérurgistes lorrains*, t. 4, Metz, Éditions Serpenoise, 1985, p. 267.

5. 18 décembre 1978. Archives de la Fédération générale de la métallurgie CFDT 1 B 623.

○ LES RÉACTIONS OUVRIÈRES AUX
LICENCIEMENTS : CRISE ET IDENTITÉS
EN CRISE

En septembre 1978, le plan de sauvetage prévoit que l'État prenne le contrôle des sociétés Usinor-Chatillon-Neuves-Maisons et Sacilor-Sollac par la transformation des créances en participations au capital des deux sociétés, et des rumeurs de dizaines de milliers de suppressions d'emplois fourmillent. Les militants s'attendent au pire : le 9 décembre, des militants cégétistes allument un SOS sur le crassier de Longwy tandis que la CGT de Denain annonce le comité central d'entreprise par un tract titré ainsi : « Tous à Paris contre le massacre de l'usine ». De fait, les mesures sont drastiques : 21 750 suppressions d'emplois sont prévues entre avril 1979 et décembre 1980, parmi lesquelles 8 500 chez Sacilor-Sollac (mais sans fermeture d'installations) et 12 500 à Usinor dont 5 000 à Denain et 6 500 à Longwy, tandis que l'aciérie à oxygène, promise à Longwy, est finalement construite à Neuves-Maisons. L'ampleur des licenciements fait croire à une mise à mort de bassins industriels et suscite la colère d'une large fraction des populations.

Le plan provoque interrogations et oppositions parmi le personnel dirigeant des entreprises : le PDG de Vallourec démissionne, le choix de Neuves-Maisons suscite des critiques chez les cadres d'Usinor jusqu'au directeur du site de Longwy qui est déplacé en mai 1979. Au RPR également, des élus lorrains, notamment Pierre Messmer, critiquent les sept milliards engloutis dans une liquidation dont 10 % seulement auraient suffi à une modernisation des installations¹. Ce rejet se traduit par une intense mobilisation dans les semaines qui suivent, marquée par l'organisation d'imposantes manifestations à Longwy comme à Denain : 25 000 manifestants à Denain le

22 décembre, 20 000 à Longwy les 19 décembre et 24 janvier.

Cette volonté de s'opposer au plan de licenciements conduit à mettre en place un répertoire d'actions partiellement inédit comme le montre un extrait du tract de l'Union interprofessionnelle de Longwy :

« Tirant les enseignements des actions passées, nous avons voulu une autre lutte :

LE SOS : sensibiliser toute la population, la presse et la radio

LA RADIO : le syndicat à l'écoute des travailleurs, les travailleurs à l'écoute du syndicat

LE BARRAGE DES ROUTES : sortir la lutte de l'entreprise, faire participer la population

LES OCCUPATIONS, LES OPÉRATIONS COUPS DE POING : s'attaquer à l'organisation de l'État qui a décidé de nous détruire². »

Il est manifeste que les militants entendent dépasser le clivage action légale/ action illégale au profit du critère de l'efficacité, de sorte que des formes d'action inédites voient le jour. C'est dans ce cadre que prospèrent les radios syndicales. La CFDT de Longwy crée ainsi SOS-Emploi avec du matériel fourni par Radio verte Fessenheim. Les enregistrements clandestins qui commencent le 16 décembre cèdent progressivement la place à une émission quotidienne de 45 minutes. La CGT de son côté crée le 17 mars 1979 Radio Lorraine Cœur d'Acier, avec un studio installé dans le hall de la mairie de Longwy. Animée par deux journalistes professionnels, la radio multiplie les émissions en direct, et jouit d'une popularité telle que certains ouvriers branchent des haut-parleurs dans leurs ateliers pour écouter LCA. Dans le Nord, la CGT crée également Radio-Quinquin : la diffusion y est cependant moins forte et le contrôle de l'Union départementale beaucoup plus étroit³.

En outre, parmi les actions illégales, les militants recourent à une panoplie d'ac-

1. Gérard Noiriel, *Vivre et lutter à Longwy*, Paris, Maspero, 1980, p. 59-61.

2. 5 février 1979. Archives confédérales CFDT 8 H 507.

3. David Charasse, *Lorraine cœur d'acier*, Paris, Maspero, 1981, 198 p.

tions violentes, d'abord à l'initiative de la CFDT à Longwy, mais auxquelles se rallient rapidement les militants puis les responsables cégétistes. Cette décision conduit à l'organisation de plusieurs séquestrations, de mises à sac de locaux patronaux ou publics, de blocages des voies de communication avec déchargement du charbon « allemand », etc.¹ La tension culmine avec des épisodes de guérilla urbaine dans les deux villes : à Longwy, le commissariat est attaqué à trois reprises, dont une fois au bulldozer le 24 février. Denain de son côté est secouée par des affrontements entre forces de l'ordre et émeutiers les 7 et 8 mars, pendant lesquels sept CRS sont victimes de tirs à la carabine. C'est dire l'importance du contentieux qui gagne Paris lors de la marche des sidérurgistes le 23 mars 1979 : si des provocations policières et les exactions des autonomes sont attestées, il est clair que des sidérurgistes ont également participé aux affrontements. La violence en effet est une manière d'exhiber une identité malmenée : identité ouvrière tout d'abord qui a l'habitude de s'affronter avec le camp adverse, et qui puise dans une mémoire prégnante des grèves très dures de 1947 et 1948. Elle est résumée par le député denaisien Gustave Ansart dans cette définition : « Ce ne sont pas des hommes qui font de la dentelle ici, mais des sidérurgistes. » Identité virile ensuite dans un affrontement entre hommes dans la mesure où les femmes sont soigneusement exclues de toutes les opérations coups de poing².

Ce répertoire d'actions partiellement inédit dans la sidérurgie remporte un assez large succès. Il montre dans le même temps comment l'usine en tant que lieu de résistance ouvrière entre en crise. Cette fuite hors de l'usine correspond explicitement à

une stratégie de la CFDT de Longwy, mais la volonté de la CGT d'articuler lutte d'usine et lutte régionale échoue. Ainsi, en avril 1979, les grèves qui touchent les sites sidérurgiques de Fos-sur-Mer et Dunkerque marquent le pas et la volonté de lancer une grève générale, notamment à partir d'Usinor-Longwy, connaît un échec cuisant et aboutit à la reprise du travail le 8 mai. Un pontier de Longwy l'explique d'ailleurs posément : « La grève, c'est pas le moment, car le patron, il ferme l'usine. Il y a un mois il n'y avait plus de brames à laminier et les délégués voulaient faire grève. Le patron, il ne demandait pas mieux³. » L'usine ne constitue pas (ou plus) un môle de résistance et les failles qui traversent le groupe ouvrier se révèlent à la suite de cet échec. C'est en effet en mai et juin que des centaines d'ouvriers, des jeunes, des immigrés mais aussi des militants syndicaux, acceptent la prime de départ de 50 000 francs et entérinent l'échec de la lutte⁴.

○ IDENTITÉS EN CRISE ET CRISPATION NATIONALE

Cette crise de l'usine comme lieu renvoie à une fragilisation de l'identité ouvrière, portée par le travail. Un militant syndical de l'usine de La Chiers confie ainsi son désespoir : « On ne vous demande pas grand-chose, on vous demande du travail pour ne pas perdre notre dignité, pour ne pas devenir des imbéciles, pour rester à part entière des hommes, des ouvriers, des Français. 10 000-12 000 licenciements, derrière chaque chiffre, n'oubliez pas qu'il y a un homme, une femme, un enfant⁵. » Dans ce propos, le travail est ce qui structure les références identitaires multiples, portées

3. Claude Durand, *op. cit.*, p. 34.

4. À Longwy, au 30 juin 1979, 1 063 travailleurs se seraient portés volontaires dont 105 Etam (employés, techniciens, agents de maîtrise) et 953 ouvriers. Ils seraient 990 à Denain (Serge Bonnet, *op. cit.*, note 3, p. 263 et Gérard Niriël, *op. cit.*, p. 207 ; Guy Cattiaux, *op. cit.*, p. 372).

5. Christian de Montlibert, *Crise économique et conflits sociaux dans la Lorraine sidérurgique*, Paris, L'Harmattan, 1989, p. 27-28.

1. Pour un récit détaillé : Claude Durand, *Chômage et violence à Longwy*, Galilée, 1981, p. 19-44 ; Guy Cattiaux, *DENAIN. Des hommes d'acier, une région à sauver*. Chez l'auteur, 1980, 4^e partie.

2. C'est ce que montre le film de Robert Boarts, *Longwy*, Syndicat CFDT de Longwy, 1981, 58 minutes.

par le triplet hommes – ouvriers – Français. À l'intérieur de ce système identitaire en effet, le travail confère la dignité en même temps qu'il apporte un salaire et par là permet de nourrir femme et enfants. De même, « ouvriers » s'opposent à « imbéciles », entendus ici comme ceux qui ne savent rien faire, car les ouvriers travaillent pour le pays, et peuvent donc se compter comme Français. Dès lors, face à cette crise de l'identité ouvrière, d'autres références apparaissent dans la lutte, d'autant que celle-ci est également menée par toute une partie de la population.

Ce va-et-vient entre les références identitaires apparaît clairement dans un tract des Jeunes CGT de Denain :

« Nous les Jeunes voulons travailler et vivre dans notre région du Denaisis. Celle-ci a été le berceau de la Sidérurgie Française, ayant des travailleurs compétents, qualifiés, que l'on veut parquer dans des ghettos de chômeurs, en leur promettant une Formation Professionnelle qu'ils n'auront jamais l'occasion d'exercer étant donné que l'on ferme toutes les usines chez nous¹. »

Sur quel support construire une identité de travail quand les usines ferment ? Les ouvriers recourent alors à une identité locale d'autant plus forte que les régions sont en crise : c'est du Denaisis, parfois du Valenciennois, qu'on se réclame, plutôt que du Nord. De même, on note l'apparition de l'énoncé « Vivre et travailler au pays » inventé par les régionalistes occitans et les paysans du Larzac, repris ensuite par la CFDT puis la CGT. Cette identité régionale est encore plus aiguë en Lorraine. Lors de la manifestation des flammes de l'espoir le 24 janvier 1979 par exemple, un convertisseur miniature, fabriqué par les élèves du lycée technique de Longwy-Haut, est allumé par Étienne, 10 ans, vêtu du bleu ouvrier et coiffé d'un casque, et par « Maria la Lorraine », 11 ans, portant le costume traditionnel lorrain, « robe et

coiffe blanche ». Une telle mise en scène est tout à fait remarquable, mettant en valeur les identités générationnelles (enfants), sociales (ouvriers), de genre (ouvrier masculin/femme de...) et régionales (Maria la Lorraine)².

Ainsi, dans ces deux régions où l'immigration fut considérable (Polonais à Denain, Italiens dans le Pays-Haut), la référence régionale fonctionne à plein et sert d'embrasseur à une germanophobie. Celle-ci est alimentée par une mémoire des guerres et des occupations. Évidente en Lorraine, elle fonctionne également à Denain qui connut le pillage puis la destruction volontaire des installations industrielles à la fin de la première guerre mondiale³. Cette germanophobie, encore implicite dans le slogan « La Lorraine aux Lorrains », se manifeste brutalement lors de la manifestation du 6 avril 1979 à Dunkerque où on lit sur une pancarte : « 1870-1914-1939 : la Lorraine ne sera pas vendue aux trusts allemands⁴ », ou lors du déchargement du charbon « allemand ». Cette hostilité est alimentée par une analyse syndicale, notamment cégétiste, selon laquelle le plan Davignon sert les intérêts de l'Allemagne. Henri Krasucki explique ainsi le 1^{er} mai 1979 aux ouvriers de Denain que « la bataille de l'acier est une question nationale de première grandeur. [...] Elle concerne chacun et le pays tout entier [...]. Peut-on se résigner à ce démantèlement, à ce gâchis, à ce déclin économique et industriel de notre pays ? Peut-on accepter un pareil abandon au profit des sociétés multinationales et avant tout au profit du cartel ouest-européen de l'acier dominé par les géants de la RFA⁵ ? » Dans ce registre, on peut noter comment la « bataille de l'acier » fait écho à la « bataille du rail » et à la « bataille de la production » liées à la

2. Gilles Nezosé, *La fin de l'homme du fer. Syndicalisme et crise de la sidérurgie*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 183-184.

3. Odette Hardy-Hemery, *De la croissance à la désindustrialisation. Un siècle dans le Valenciennois*, Paris, Presses de Sciences Po, 1984, p. 90-95.

4. Dans le film de Robert Boarts, film cité.

5. Cité in Guy Cattiaux, *op. cit.*, p. 353.

1. S.d., archives CFDT 8 H 507.

période de l'Occupation puis de la Libération. Cette analyse syndicale est également relayée par la thématique communiste du « déclin de la France¹ ». Un tract de la section PCF d'Usinor-Longwy de la fin décembre 1978 explique que « Nous n'accepterons pas que l'Allemagne nous prenne ce qu'elle n'a pas réussi à nous prendre au cours de trois guerres », tandis que l'hebdomadaire fédéral les *Nouvelles voix de l'Est* résume ainsi la situation en février 1979 : « Giscard offre à Krupp de récupérer ce que deux guerres n'ont pas permis d'obtenir ». Ce discours qui va *crescendo* pendant la campagne pour les élections européennes de juin, aboutit à un slogan : « Non à l'Europe allemande ». Il est d'ailleurs possible de retrouver derrière cette germanophobie, les marques de la guerre identifiées par Michel Verret parmi les « marques historiques de la classe ouvrière française » : marques idéologiques non seulement d'un patriotisme ouvrier, notamment sur les marches frontières qui sont des marches d'invasion, mais aussi d'un nationalisme xénophobe (anti-allemand, anti-italien) combiné à un colonialisme raciste à l'égard des peuples dépendants et qui aboutit notamment à « cette demande ouvrière, si continûment faite à l'État, d'imposer aux entreprises défaillantes la protection des intérêts nationaux (politiques de nationalisations) et d'y protéger les intérêts salariaux par des droits statutaires² ».

La crise et les licenciements qu'elle entraîne aboutissent donc, par-delà des accès de violence somme toute brefs et limités, à une crise de l'identité ouvrière et à une crispation nationaliste, relayée par la CGT et le PCF. Dans le même temps, ces luttes des ouvriers sidérurgistes participent d'une reconfiguration du champ politique et syndical caractéristique des années de crise.

1. Nous suivons de près Gérard Noiriel, *op. cit.*, p. 135-143.

2. Michel Verret, *Chevilles ouvrières*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1995, p. 75-81, ici p. 77.

○ UN ÉVÉNEMENT CATALYSEUR
ET ANTICIPATEUR

Malgré une lutte de grande ampleur, le bilan est maigre : à Denain, l'arrêt de la production est retardé d'une année jusqu'au 1^{er} août 1980. À Longwy, les licenciements pour l'année 1979 sont diminués d'un quart et la cokerie qui devait fermer est maintenue. Cette défaite est entérinée en juillet 1979 : tous les syndicats, à l'exception de la CGT, signent la Convention de protection sociale dans la Métallurgie, qui prévoit la pré-retraite pour 12 000 salariés, sous forme de cessation anticipée d'activité ou de dispense d'activité volontaire, de mutations avec compensations financières pour 3 000 salariés, et l'acceptation de la prime de départ de 50 000 francs pour 6 100 autres. Cette prime est cependant assortie d'une condition pour les seuls ouvriers immigrés : pour l'obtenir, ils doivent quitter le territoire national, ayant empoché en plus la prime de 10 000 francs, dite le « million Stoléro³ ». À Denain par exemple, en novembre 1979, sur les 4 680 salariés encore présents, 680 partent avant la fin de l'année, 2 500 sont concernés par la dispense d'activité dès 50 ans et 1 700 se préparent à muter vers Dunkerque, Isbergues ou Biache mais aussi Montataire et Neuves-Maisons.

Temporairement interrompue pendant deux ans, la décrue des effectifs reprend dès 1982 avec le plan Mauroy qui prévoit 12 000 suppressions d'emplois jusqu'en 1986 et provoque l'embrasement de Pompey. En 1984 derechef, 8 500 suppressions d'emplois supplémentaires sont annoncées, entraînant la fermeture du dernier train à bandes de Denain. À Longwy, encore frappée par 3 200 suppressions de postes, un nouvel accès de violence survient, essentiellement à l'initiative d'une section syndicale CGT et d'un groupe baptisé « 79-84 », qui n'hésitent pas à mettre à sac la permanence du député socialiste et

3. *Liaisons sociales*, 17 août 1979.

s'en prennent à la mairie de Longwy protégée par des militants communistes et de l'Union locale CGT¹. Et comme en 1979, la résistance aux licenciements échoue.

La lutte des sidérurgistes participe également d'une recomposition du champ syndical. À la CFDT, on assiste en effet à un jeu complexe entre une direction engagée depuis 1978 dans un « recentrage » et une base sidérurgiste radicalisée qui refuse cette orientation. La lutte de la sidérurgie offre d'ailleurs une illustration de ce recentrage, officiellement adopté au 38^e congrès à Brest en mai 1979, entendant privilégier la négociation et le réalisme revendicatif : il s'agit d'abord de défendre l'emploi et donc de diversifier les activités économiques. Cette stratégie heurte de front une base radicalisée, notamment à Longwy. De fait, un fossé de plus en plus large sépare les militants longoviciens de leurs dirigeants nationaux. Dès le 7 mars, ils préviennent : « Le risque est grand de voir des directions syndicales commençant à accepter le démantèlement des usines en échange de mesures sociales qu'elles jugent intéressantes [...] aucun syndicat n'a le droit de négocier dans le dos des travailleurs². » Ce divorce se lit surtout dans la lettre de démission qu'Étienne U., délégué syndical d'Usinor-Longwy, adresse à Edmond Maire :

« Monsieur le Secrétaire général,

[...] Depuis plusieurs mois maintenant, vos déclarations, vos prises de positions (ce que la presse appelle par un gentil euphémisme, politique de recentrage) signifient pour les travailleurs et pour les sidérurgistes particulièrement, l'abandon d'un grand nombre de revendications. Ainsi, vous ne parlez plus du tout de l'autogestion, des conseils d'atelier, vous allez même jusqu'à déclarer en substance : qu'après tout, ce qui compte aujourd'hui c'est de privilégier l'aménagement du temps de travail hebdomadaire plutôt que les revendications salariales qui vous semblent maintenant ne plus être le

souci permanent des travailleurs. De quels travailleurs parlez-vous ?

Outre vos prises de positions, j'estime aussi dommageable pour la sidérurgie et pour l'emploi, la façon dont la FGM mène les négociations avec les autorités. La FGM accepte un certain démantèlement de la sidérurgie, ne condamne pas véritablement le plan DAVIGNON et se refuse à inscrire dans son plan acier cette simple affirmation : aucune suppression d'emploi dans la sidérurgie.

Le refus de la Confédération de participer au grand rassemblement national du 23 MARS à PARIS a eu des effets démobilisateurs certains et ce n'est pas en parlant de «marche des cantonales» que vous avez contribué à l'intégrité l'unité syndicale³. [...] »

Ainsi, les militants de Longwy participent à la manifestation du 23 mars 1979 organisée par la centrale cégétiste. Ailleurs les tensions sont également fortes : à Denain, les militants cédétistes sont partagés entre la volonté farouche de lutter et leur refus de la mainmise cégéto-communiste⁴, et ne participent finalement pas à la marche parisienne en mars. À Dunkerque en revanche, la section est en désaccord ouvert avec la Fédération générale de la métallurgie : elle appelle à manifester, appuie même une grève à la fin du mois de mars pour réclamer des augmentations de salaires, et explique :

« Début mars, les travailleurs d'Usinor-Dunkerque ne comprenaient pas que la FGM reste aux négociations pendant que les sidérurgistes se faisaient matraquer, alors que les travailleurs se préparaient à l'offensive. [...] Est-ce que discuter d'un plan industriel entre états-majors patronaux et syndicaux, ce n'est pas plutôt de la cogestion que de l'autogestion ? N'est-ce pas accepter de fait le démantèlement de la sidérurgie⁵ ? »

3. 3 avril 1979. Archives CFDT 8 H 507.

4. Tract CFDT du 25/2/1979 : « Les sidérurgistes de Denain, Valenciennes et Longwy se sont rencontrés », Centre des archives du monde du travail Roubaix, Fonds Usinor Denain 1994 018.

5. Brochure de la section syndicale « Dans les luttes, la construction de la section CFDT Usinor-Dunkerque », 50 p., citation p. 48. Archives FGM-CFDT 1 B 624.

1. Gilles Nezosi, *op. cit.*, p. 241 et sq.

2. Tract SOS-emploi n° 13 (7 mars 1979), cité in Claude Durand, *op. cit.*, p. 93.

On retrouve les mêmes interrogations critiques que dans la lettre de démission citée. De fait, une partie de la base rejette le principe même des négociations qui entraînent l'idée de suppressions d'emplois. La potion est d'autant plus amère qu'à partir de mai 1979, toute négociation sur un plan industriel est abandonnée. Le clivage que l'on a vu naître à l'intérieur de la base cégétiste se confirme en juillet. Lorsque la FGM consulte ses adhérents, Longwy refuse de signer la convention sociale, de même qu'une majorité des sections du conseil régional de la sidérurgie lorraine¹. La section d'Usinor-Dunkerque enfin est dissoute pour des raisons financières et politiques.

Une telle analyse nous conduit à proposer une hypothèse quant à la stratégie de la CFDT pendant les années de crise. Le recentrage continué poursuivi par la direction s'opérerait en partie contre une base rebelle, qui serait périodiquement mise au pas (section CFDT d'Usinor-Dunkerque, organisations proches de la LCR), qui aboutirait à la scission des SUD-PTT en 1988 et dont le terme serait la position de Nicole Notat en faveur du plan Juppé sur la Sécurité sociale à l'automne 1995.

À la CGT, la lutte des sidérurgistes offre une tentative d'ouverture menée par une majorité de la direction de la confédération afin d'élaborer une stratégie de proposition. Celle-ci est symbolisée par le mémorandum de la Fédération des métaux « Face à la crise de la sidérurgie, les solutions de la FTM-CGT », diffusé à l'automne 1978. Dans l'esprit de ses promoteurs, le mémorandum doit ainsi être discuté et amendé à la base.

Une telle évolution se heurte cependant à l'hostilité d'une fraction de l'appareil de la CGT et du parti communiste, qui entend briser l'unité d'action avec la CFDT et exerce une mainmise sur les initiatives

1. Sur 10 sections, 6 dont celle de Longwy ont voté contre la signature ; les trois sections qui ont voté pour ne sont pas concernées par le plan de 1979 mais subiront ceux des années ultérieures, *Libération*, 23 juillet 1979.

locales : ainsi, quand les sections syndicales d'Usinor se rassemblent à Denain le 10 mars 1979, le maire communiste salue l'ensemble des responsables politiques et notamment les députés locaux, au point qu'il est hué par la foule qui crie : « Nous sommes tous des personnalités, la parole aux travailleurs². » De fait, la stratégie d'ouverture promue par le 40^e Congrès échoue et les militants orthodoxes étranglent progressivement les formes les plus originales de mobilisation. Au printemps 1980, la croissance de Radio-Quinquin s'opère au détriment de LCA, laquelle doit, en outre, faire face à des radios cégétistes concurrentes, Radio Couarail à Moyeuve et LCA Nancy. Au sommet, les dirigeants partisans de l'ouverture sont évincés, tandis que la rédaction du magazine *Antoinette* destiné à la main-d'œuvre féminine est épurée au printemps 1982. Le terme de cette évolution est le remplacement de Georges Séguy par Henri Krasucki au congrès de Lille de 1982³. L'échec de cette ouverture entraîne le départ d'adhérents cégétistes et/ou communistes écœurés. De plus, le strict alignement de la CGT sur le PCF, qui interdit la moindre critique contre la politique gouvernementale entre 1981 et 1984, accentue son étiolement pendant les années de crise : on s'explique mieux dès lors l'attaque contre une mairie communiste par le groupe 79-84 à Longwy, geste inimaginable dix ou vingt ans plus tôt.

○ L'ÉTAT, ENTRE RECONVERSION ET GESTION DE LA DÉSINDUSTRIALISATION

En 1979, pour apaiser la mobilisation des populations, l'État suscite un plan industriel à l'intérieur duquel l'automobile

2. Épisode parfaitement audible dans le film de Robert Boarts, *Longwy*, film cité.

3. Dominique Andolfatto, Dominique Labbé, *La CGT. Organisation et audience depuis 1945*, Paris, La Découverte, 1997, p. 28-29, 131-132 et 295-296 ; Gilles Nezosi, *op. cit.*, p. 230-243 ; Philippe Zarifian, « Le problème de la centralité dans l'animation d'un conflit, l'exemple du conflit de la sidérurgie de 1979 », in *Les Coordinations de travailleurs dans la confrontation sociale*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 45-62.

apparaît comme l'activité capable de prendre le relais et de sauver Denain et Longwy. En janvier, l'annonce d'un plan pour la région Nord prévoit la création de 6 800 emplois avec Peugeot-Citroën à Valenciennes et Bidermann à Cambrai. De même, à Longwy, des projets prévoyant l'installation d'usines Ford en janvier puis Renault-Peugeot en avril entretiennent l'espoir d'une reconversion¹. Ces projets, cependant, ne font pas l'objet de négociations avec les organisations syndicales, dont les contre-propositions sur la sidérurgie ne sont jamais examinées. Dès lors, le seul élément de négociation porte sur le volet social, c'est-à-dire sur l'ampleur des concessions apportées aux ouvriers licenciés et elle aboutit à la Convention sociale déjà signalée.

Cette gestion sociale de la désindustrialisation et des licenciements qu'elle entraîne se poursuit avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981. Aucune rupture n'est perceptible malgré les promesses faites. François Mitterrand en déplacement à Longwy en octobre 1981 a beau assurer publiquement que la sidérurgie et les mines de fer seront sauvées et développées, les licenciements frappent ces secteurs dès les semaines suivantes². En 1984 encore, le gouvernement met en place des pôles de reconversion ; en Lorraine, Jacques Chérèque, secrétaire général adjoint de la CFDT, devient préfet délégué chargé du redéploiement industriel. De fait, la gestion de la désindustrialisation perdure, même si on y ajoute une dose de construction européenne avec la création du Pôle européen de développement des trois frontières en 1985 autour de Longwy, Althus et Rodange.

1. Guy Cattiaux, *op. cit.*, p. 287 et Claude Durand, *op. cit.*, p. 140.

2. Serge Bonnet, *op. cit.*, p. 357-359.

Ces vagues de licenciements s'inscrivent dans un ample mouvement de désindustrialisation qui s'étale sur vingt ans au moins et frappe quelques vieux bassins industriels : le Pays haut et le Valenciennois, mais aussi la Sarre, la Ruhr, le Sud du Pays de Galles, ou la Wallonie. En France, le nombre de salariés de la sidérurgie est passé de 157 000 en 1974 à 64 000 en 1991. Dans ce cadre, il semble que les sidérurgistes français et anglais aient davantage souffert que leurs camarades allemands et italiens. Ces licenciements parviennent dans le même temps à briser la résistance ouvrière. À cet égard, l'échec de la lutte de l'hiver 1978-1979 en France est à rapprocher de celui consécutif à la grève de 13 semaines menées dans la British Steel Corporation en janvier-mars 1980, ou au conflit de cinq semaines en février-mars 1981 en Belgique contre le plan de restructuration de Cockerill, puis en février-mars 1982³. On repère ici le hiatus entre un phénomène européen, géré comme tel par la CEE, les différents gouvernements et les entreprises regroupées dans le cartel Eurofer, et des actions étroitement nationales du côté ouvrier. Un tel mode d'imposition de la construction européenne permet sans doute d'expliquer la persistance d'un sentiment anti-européen dans les classes populaires, lequel rend plus impérieux encore une comparaison des effets politiques et sociaux de ces licenciements.

3. Yves Meny et Vincent Wright, *op. cit.*, p. 89-90.



Agrégé d'histoire, chargé de cours à l'université de Marne-la-Vallée, Xavier Vigna a soutenu en 2003 une thèse de doctorat sur « Actions ouvrières et politiques à l'usine en France dans les années 68 ».